

Livre vert, et que les réponses avaient été très étonnantes.

En ce qui concerne la très importante question de la volonté de payer des Canadiens, par exemple, le sondage national dont je parle ici avait révélé que huit Canadiens sur dix étaient prêts à payer pour assurer la protection de l'environnement. Comment mon collègue, le ministre des Forêts, peut-il dire qu'on n'a pas répondu à cette question? On y a bel et bien répondu. En fait, il semble que les Canadiens de tout le pays sont plus disposés à payer pour refréner la pollution que les pollueurs ou même le gouvernement. Il est inutile de poser à nouveau la question.

Mais je veux seulement porter ici à l'attention du ministre plusieurs points concernant la volonté de payer. Non seulement huit Canadiens sur dix, 78 p. 100 environ, se sont dits disposés à payer un peu plus pour qu'on protège davantage l'environnement, mais appelés à choisir entre différentes formes que pourrait prendre cette contribution, presque 50 p. 100 se sont dits prêts à ce qu'on hausse leurs impôts de un p. 100. Les Canadiens sont donc disposés à payer un peu plus pour que l'on assainisse leur environnement. Le gouvernement fait-il sa part? Certainement pas en reposant la question.

En outre, les Canadiens ont exprimé très clairement il y a deux ans leur opinion au sujet des produits toxiques, mais le ministre la sollicite encore dans son Livre vert. Le sondage mené il y a deux ans avait révélé que les produits toxiques venaient en tête de liste des préoccupations environnementales des Canadiens, avec l'approvisionnement en eau pure. C'était même plus important que les précipitations acides en 1988, et un tiers seulement des Canadiens croyaient alors que les mécanismes d'élimination des produits toxiques suffisaient à assurer la sécurité publique. Plus des deux tiers des Canadiens estiment que, dans ce domaine, le gouvernement ne fait pas son travail.

Les Canadiens se préoccupent beaucoup des rapports entre l'environnement et la santé. C'est une question à laquelle ils ont répondu très catégoriquement et elle leur a été posée de nouveau, deux ans plus tard. À la question: «À quel point la pollution de l'environnement vous inquiète-t-elle?», huit Canadiens sur dix ont dit encore une fois qu'ils s'inquiétaient beaucoup de ses effets sur la santé et la sécurité des humains. Ils s'inquiétaient ensuite pour les générations à venir. D'autres questions portant

Les crédits

sur les effets possibles de la pollution révèlent que neuf Canadiens sur dix croient que beaucoup de gens ressentent déjà les effets sur leur santé des niveaux actuels de pollution. Cela signifie que le cancer que la pollution peut causer, les gens l'ont déjà. C'est triste de penser que nous avons déjà atteint le point de non-retour. Il n'est pas étonnant que la pollution préoccupe tant les Canadiens, étant donné ses effets sur la santé.

En ce qui concerne le rôle du gouvernement, sur lequel je voudrais insister, ils veulent qu'il soit plus ferme avec les industries polluantes, contrairement à ce que prévoit ce document, et qu'il applique la loi. Ils le disaient clairement dans un sondage publié il y a deux ans. Sept Canadiens sur dix croient actuellement que les gouvernements sont habituellement du côté des industries qui polluent plutôt que du côté du public qui est victime de cette pollution.

Pensons-y un instant. Plus des deux tiers de nos concitoyens croient que le gouvernement est du côté des pollueurs. Cela n'a-t-il pas quelque chose à voir avec le fait que les conservateurs sont aussi bas dans les sondages? Le gouvernement n'a pas la confiance des gens sur la question de son rôle dans le contrôle de la pollution.

Je voudrais terminer ici en disant que le gouvernement avait le choix, à mon avis. J'aurais pu faire mieux. J'ai essayé de faire valoir qu'en raison des dons qu'il reçoit des sociétés, de ses liens avec les sociétés, il a tendance à prendre parti pour les pollueurs. Tout le monde sait cela. Au lieu d'agir, il nous recycle des discours. C'est malheureux. J'imagine qu'il n'y a qu'une façon de régler le problème, et c'est de retourner aux urnes. Donc je dirai simplement que le gouvernement a une occasion toute trouvée. Il a une nouvelle chance. Il lui reste peut-être trois ans à gouverner. Il peut s'améliorer. La population du Québec et la population du Canada attendent de lui qu'il fasse du bon travail. Il est très malheureux que notre ami et collègue le ministre de l'Environnement soit tellement manipulé par le gouvernement, alors qu'on l'y avait attiré pour qu'il fasse de bon travail.

En terminant, je propose:

Que la Chambre continue de siéger au-delà de l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien afin d'étudier la motion inscrite au nom de la députée de Hamilton-Est.

Le président suppléant (M. Paproski): Que les députés qui sont contre la motion veuillent bien se lever.

Et moins de 15 députés s'étant levés: